



Comptes annuels 2021
du Groupe Ober



RAPPORT DE GESTION **Exercice 2021**

Au cours de l'exercice, le Groupe OBER a enregistré une reprise de ses ventes par rapport à une année 2020 profondément impactée par les conséquences de la crise sanitaire. La croissance, enregistrée aussi bien en France qu'à l'Export, a été portée par le redressement progressif de plusieurs marchés finaux. Les opérations du Groupe ont été toutefois contrastées selon les activités.

L'ensemble Ober, en France, a enregistré une amélioration de ses performances avec une croissance de 16 % de son chiffre d'affaires annuel et un rebond de son taux de marge opérationnelle à 2,1 % du chiffre d'affaires, contre (7,1) % en 2020.

En Lorraine, la reprise de l'activité et l'amélioration de la productivité ont été freinées par des incidents climatiques - foudroiement et inondation au troisième trimestre 2021 de l'usine de Longeville-en-Barrois -. En Anjou, Concrete LCDA a enregistré une forte croissance et confirmé son potentiel de rentabilité.

Stramiflex, en Tunisie, a enregistré des performances inférieures aux attentes avec un chiffre d'affaires annuel quasi stable (+ 1 %) et un taux de marge opérationnelle à (7,2) % du chiffre d'affaires, contre (8,2) % en 2020. Les opérations ont été notamment perturbées au second semestre par les aléas de la chaîne d'approvisionnement et la pénurie ponctuelle de certaines matières premières, désormais résolues.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021



Au cours de l'exercice écoulé la société a vu son chiffre d'affaires croître de 13.4 %. La marge sur coût matière est en baisse de 2,14 points à 62,04%. Le résultat d'exploitation (- 339 K€) est légère amélioration. Le *résultat net social est en très forte amélioration grâce à un résultat financier important. La principale composante de ce résultat financier est le boni lié à la fusion avec Marotte.

Les orientations de développement demeurent inchangées : accélération des lancements de nouveaux produits éco-conçus sur le marché français et mise en place de nouveaux collaborateurs et agents à l'export.

OBER	2 020	2 021
Compte de résultat Social		
Chiffre d'affaires net	14 632 504 €	16 600 182 €
Total produits d'exploitation	15 275 687 €	17 594 839 €
Total charges d'exploitation	15 951 575 €	17 964 170 €
Résultat d'exploitation	- 675 888 €	- 369 330 €
Résultat financier	131 367 €	1 960 249 €
Résultat courant avant impôts	- 544 521 €	1 590 919 €
Résultat exceptionnel	- 417 935 €	196 €
Impôts sur les bénéfices	- 61 931 €	- 58 520 €
Bénéfice ou Perte	- 900 525 €	1 649 635 €

CONCRÈTE LCDA

Innovations béton pour l'architecture d'intérieur

Le 19 octobre 2017, Ober a procédé à l'acquisition de Concrete LCDA, société spécialisée dans la production de surfaces décoratives en béton allégé. Après un exercice 2020 impacté par la crise sanitaire, Concrete LCDA réalise un bon exercice 2021 avec, notamment, un chiffre d'affaires en hausse de plus de 22%.

Concrète LCDA	2 020	2 021
Compte de résultat Social		
Chiffre d'affaires net	4 600 264 €	5 641 651 €
Total produits d'exploitation	4 308 991 €	5 880 481 €
Total charges d'exploitation	4 416 518 €	5 317 910 €
Résultat d'exploitation	- 107 527 €	562 571 €
Résultat financier	- 14 598 €	80 014 €
Résultat courant avant impôts	- 122 125 €	642 585 €
Résultat exceptionnel	743 €	- 22 777 €
Impôts sur les bénéfices	€	107 315 €
Bénéfice ou Perte	- 121 381 €	512 493 €

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

En Tunisie, Stramiflex a été fortement impacté par les tensions sur les matières premières. Les résultats s'en ressentent fortement.

Stramiflex	2 020	2 021
Compte de résultat Social		
<i>Chiffre d'affaires net</i>	10 261 628 €	10 431 929 €
<i>Total produits d'exploitation</i>	10 157 195 €	10 796 365 €
<i>Total charges d'exploitation</i>	10 863 695 €	11 251 661 €
<i>Résultat d'exploitation</i>	- 706 500 €	- 455 296 €
<i>Résultat financier</i>	- 497 347 €	- 395 683 €
<i>Résultat courant avant impôts</i>	- 1 203 847 €	- 850 978 €
<i>Résultat exceptionnel</i>	5 623 €	5 637 €
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	- 251 503 €	24 161 €
<i>Bénéfice ou Perte</i>	- 946 721 €	- 869 502 €

Oberflex (Tunis)

Cette société de négoce créée en janvier 2011 est dotée d'un capital de 150 000 dinars et est détenue à hauteur de 98,7%. C'est une SARL de droit tunisien, totalement exportatrice et non résidente, elle est régie par le code tunisien des sociétés commerciales et la législation tunisienne des sociétés de commerce international.

Oberflex (Tunis)	2 020	2 021
Compte de résultat Social		
<i>Chiffre d'affaires net</i>	551 217 €	809 249 €
<i>Total produits d'exploitation</i>	551 217 €	809 249 €
<i>Total charges d'exploitation</i>	451 354 €	505 910 €
<i>Résultat d'exploitation</i>	99 863 €	303 339 €
<i>Résultat financier</i>	14 934 €	- 4 473 €
<i>Résultat courant avant impôts</i>	114 797 €	298 866 €
<i>Résultat exceptionnel</i>		
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	63 €	48 027 €
<i>Bénéfice ou Perte</i>	114 735 €	250 839 €

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

Ober inc (Etats Unis)

Cette société de négoce créée en aout 2013 est dotée d'un capital de 5 000 \$ et est détenue à 100% par Ober.

Ober Inc (Etats Unis)	2 020	2 021
Compte de résultat Social		
Chiffre d'affaires net	240 396 €	231 994 €
Total produits d'exploitation	240 396 €	231 994 €
Total charges d'exploitation	224 233 €	213 435 €
Résultat d'exploitation	16 163 €	18 559 €
Résultat financier	- 3 915 €	- 5 631 €
Résultat courant avant impôts	12 248 €	12 928 €
Résultat exceptionnel	- 150 €	- 195 €
Impôts sur les bénéfices		
Bénéfice ou Perte	12 098 €	12 733 €

AUTRES ÉLÉMENTS DE GESTION

FILIALES ET PARTICIPATIONS

En milliers d'unités	part du capital détenu	Capitaux propres	Résultat au dernier exercice clos
STRAMIFLEX*	59.89 %	3 676 K€	- 870K€
OBERFLEX (TUNISIE)*	98.67%	305 K€	251 K€
LCDA	100.00 %	1 374 K€	512 K€
SHELTER	70,00 %	275 K€	66 K€
OBER Inc (USA)*	100.00 %	93 K€	13 K€
TRIBOIS (sans activité)	100.00 %	NC	NC
OBERFLEX INC (sans activité)	100.00 %	NC	NC

(* Ces données chiffrées sont issues des comptes contributifs convertis au taux de clôture de l'exercice pour les capitaux propres et au taux moyen de l'exercice pour le résultat..

RESSOURCES HUMAINES

Au 31 décembre, les effectifs du groupe par catégorie se répartissaient de la manière suivante :

Effectifs	Hommes	Femmes	Total
Au 31/12/2021			
Cadres	35	15	50
Agents de maîtrise	42	12	54
Employés	31	27	58
Ouvriers	197	27	224
TOTAL	305	81	386

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

Evolution des effectifs du groupe:

<i>Effectifs</i>	<i>Au 31/12</i>
2019	431
2020	394
2021	386

Répartition des effectifs d'Ober:

Effectifs	Hommes	Femmes	Total
Au 31/12/2021			
Cadres	23	8	31
Agents de maîtrise	1	0	1
Employés	9	18	27
Ouvriers	43	22	65
TOTAL	76	48	124

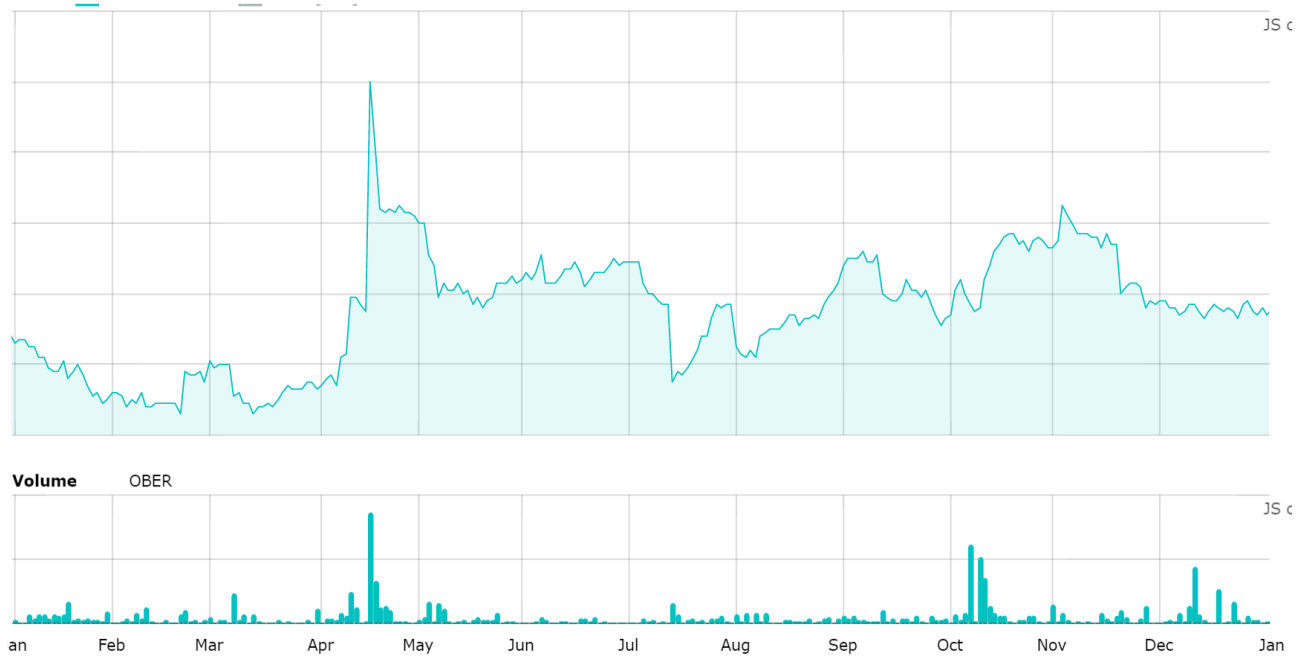
OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

EVOLUTION DU COURS ET DES VOLUMES

Ober est cotée sur le marché Euronext Growth depuis le 29 juin 2006.

L'évolution du cours et des volumes au cours de l'exercice 2021 a été la suivante :



Cours moyen : 8,06 € (vs 7,29 €, 10€ en 2019, 12,47 en 2018, 13,19 en 2017, 9,45 € en 2016, 10,12 € en 2015, 12,03 € en 2014, 10,88 € en 2013 et 8,83 € en 2012);

Volume moyen : 432 titres/jour (vs 294 en 2020, 243 en 2019, 412 en 2018, 487 en 2017, 323 en 2016, 193 en 2015, 432 en 2014, 272 en 2013, 406 en 2012, 401 en 2011, 238 en 2010 et 167 en 2009).

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

ACTIONNARIAT (au 31 décembre 2021)

<i>Actionnaires</i>	<i>Actions</i>	<i>%</i>	<i>Droits de vote</i>	<i>%</i>
<i>OBER Finances</i>	739 383	51,29%	1 460 055	57,25%
<i>BANQUE POPULAIRE DEVELOPPEMENT</i>	386 191	26,79%	772 382	30,29%
<i>Monsieur Bruno de Montalembert</i>	1	0,00%	2	0,000%
<i>Monsieur Clément Lescanne</i>	1	0,00%	2	0,000%
<i>Monsieur Etienne de La Thébeaudière</i>	25	0,00%	50	0,002%
<i>Monsieur Jean Ducroquet</i>	25	0,00%	50	0,002%
<i>Monsieur Gilles Vedel</i>	25	0,00%	50	0,002%
<i>NAXICAP PARTNERS SA</i>	1	0,00%	2	0,000%
<i>Monsieur Benoit Voinot</i>	1	0,00%	2	0,000%
<i>Monsieur Pierre Marie Henin</i>	1	0,00%	1	0,000%
<i>Monsieur Paul Morel</i>	5	0,00%	10	0,000%
<i>Monsieur William Vancassel</i>	60	0,00%	120	0,005%
<i>Monsieur Benjamin Vermeulen</i>	38	0,00%	76	0,003%
<i>Madame Anne-Marie Panel</i>	380	0,03%	760	0,030%
<i>Monsieur Philippe Jaumain</i>	280	0,02%	560	0,022%
<i>Monsieur Yves Meunier</i>	700	0,05%	1400	0,055%
<i>Monsieur Bertrand Lenoir</i>	81	0,01%	87	0,003%
<i>Monsieur Eric Jutice</i>	55	0,00%	110	0,004%
<i>Monsieur François Lescarret</i>	20	0,00%	40	0,002%
<i>Monsieur Jean Luc Charobert</i>	100	0,01%	100	0,004%
Public	314 242	21,80%	314 242	12,32%
TOTAL	1 441 615	100%	2 550 101	100%

MONTANT GLOBAL DES CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT (visé à l'article 39-4 du CGI)

Ober et LCDA : 82 326 €.

MONTANT DES DIVIDENDES MIS EN DISTRIBUTION AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Au cours des trois derniers exercices, il a été distribué à titre de dividendes, 720 807 € au titre de l'exercice 2018 et 0 € au titre de l'exercice 2019 et 0€ au titre de l'exercice 2020.

PRISE DE PARTICIPATION OU PRISE DE CONTROLE

Néant

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

RECAPITULATIF DES OPERATIONS SUR TITRES DES DIRIGEANTS ET PERSONNES ASSIMILEES

Néant

INFORMATION RELATIVE AU CONTRAT DE LIQUIDITE

Au titre du contrat de liquidité portant sur les actions de la société OBER SA (FR0010330613 – ALOBR FP) confié à TP ICAP (Europe), les moyens suivants figuraient au compte de liquidité à la date du 31/12/2021.

- 4,907 titres
- 17,301.78 Euros en espèce

Au cours du 2nd semestre 2021, il a été négocié un total de :

ACHAT	6,419 titres	50,902.85 EUR	228 transactions
VENTE	5,846 titres	47,464.74 EUR	199 transactions

Il est rappelé que lors du bilan semestriel du 30/06/2021, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- 4,334 titres
- 21,246.90 Euros en espèce

Il est rappelé que lors de la mise en place du nouveau contrat de liquidité au 20/03/2019, les moyens suivants ont été mis à disposition :

- 4,643 titres
- 20,413.41 Euros en espèce

ACTIVITE DE R&D

Les dépenses directes de R&D engagées en 2021 ont représenté 373 K€ contre 270 K€ en 2020.

ENVIRONNEMENT

OBER est confronté à une problématique de gestion de ses déchets et rejets. Un Responsable de l'environnement est en charge de ce sujet. La société est visitée régulièrement par les organismes de contrôle. Le dossier de renouvellement ICPE qui avait été déclaré non conforme en 2010 a de nouveau été déposé en 2011; considéré comme conforme, il a été soumis à enquête publique, laquelle a conclu positivement. Les services de l'Etat ont demandé à Ober de procéder à l'installation d'un filtre à poussières afin d'abaisser le seuil de rejets de ces dernières. Cet investissement a été installé au cours du second semestre 2015. Un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation a été signé le 13 mars 2017.

La société Stramiflex exerce une activité soumise à autorisation. Celle-ci a été mise à jour en 2010. Stramiflex est également certifiée ISO 14000 et pefc.

ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Au 31 décembre 2021, la société n'a pas connaissance d'une participation des salariés au capital supérieure à 3%. La dernière proposition d'augmentation de capital réservée aux salariés dans les conditions prévues à l'article L443-5 du Code du Travail a été faite lors de l'assemblée générale du mois de juin 2019.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS ET CREANCES CLIENTS PAR DATE D'ECHEANCE

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	Article D.441 I.-1°: Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 I.-2°: Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	5	X				13	65	X				262
Montant total des factures concernées (TTC)	23 081	17 275	0	20 349	21 523	59 147	301 984	240 294	161 864	39 719	155 441	597 318
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	0,24	0,18	0,00	0,21	0,22	0,61	X					
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)	X						1,95	1,55	1,05	0,26	1,01	3,86
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	0						0					
Montant total des factures exclues (TTC)	0						0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	p Délais contractuels r Délais légaux						p Délais contractuels r Délais légaux					

Factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice (tableau prévu au II de l'article D.441-4)

	Article D.441 II. : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Article D.441 II. : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de	2729	X				685	4279	X				1175

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

factures concernées												
Montant cumulé des factures concernées (TTC)	7 055 362	2 144 953	427 694	76 247	43 870	2 692 763	10 757 585	3 480 791	695 224	354 123	167 259	4 697 397
Pourcentage du montant total des factures reçues dans l'année (TTC)	72,38	22,00	4,39	0,78	0,45	27,62						
Pourcentage du montant total des factures émises dans l'année (TTC)							69,61	22,52	4,50	2,29	1,08	30,39
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	0						0					
Montant total des factures exclues (TTC)	0						0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	p Délais contractuels r Délais légaux						p Délais contractuels r Délais légaux					

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

- Risque lié au poids de certains clients

OBER ne connaît pas de dépendance commerciale vis-à-vis de ses principaux clients. Aucune tendance ne laisse à penser que la dépendance d'OBER vis à vis d'un client vienne à s'accroître au point de fragiliser la position d'OBER.

L'essentiel de la clientèle est constitué de grossistes dans le secteur des matériaux de construction et de transformateurs.

- Risque de dépendance des fournisseurs

Aucun fournisseur ne peut placer OBER dans une éventuelle situation de dépendance.

Les achats se répartissent en quatre catégories :

- le placage,
- les autres matières premières,
- les utilités,
- divers

Pour les autres matières premières, les deux plus gros postes correspondent au cœur de l'Oberflex (noyau) et à sa couche de protection (surfaçage). Ces deux postes représentent 1M€ d'achats annuels. Pour chacun des produits il y a trois fournisseurs référencés. Ils font partie de groupes mondiaux.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

Le fournisseur d'utilités est EDF.

Le reste regroupe des achats du type transport, assurances, réalisation des échantillons, conception et impression de documents commerciaux, frais de commissariat aux comptes et d'avocats.

Le risque de dépendance est donc jugé faible.

- Risque lié aux stocks

OBER procède à une gestion de ses stocks au plus près des commandes. Les stocks sont gérés automatiquement par informatique (Microsoft AX), des inventaires physiques tournants ont lieu mensuellement. Des inventaires physiques complets ont lieu deux fois par an (en présence du commissaire aux comptes en décembre). Il n'y a donc pas de risque significatif en la matière.

- Risque lié à la saisonnalité de l'activité

Il y a une faible saisonnalité dans l'activité d'OBER. Le chiffre d'affaires enregistré aux mois d'août et de décembre est toutefois plus faible que les autres (fermetures annuelles).

- Risque de non-paiement

Il est faible 95% du poste clients bénéficie de la couverture COFACE.

Le contrat de couverture COFACE est une assurance-crédit standard. Les risques couverts sont :

- insolvabilité (de droit ou de fait) du débiteur,
- carence pure et simple du débiteur,
- risques politiques et catastrophiques tel qu'un moratoire général édicté par le gouvernement du pays du débiteur, la survenance hors de France d'une guerre, inondation...,
- les risques de non transfert.

OBER et Marotte ont délégué à leur Factor le bénéfice de cette assurance.

Stramiflex bénéficie également d'une couverture fournie par la Coface. En outre, la direction générale fait un point quotidien sur ces questions et décide au cas par cas d'accorder des délais de règlement en fonction de la solvabilité des clients. Dans certains cas il leur est demandé de fournir des garanties (cautions personnelles, nantissements, hypothèques...).

- Risques liés à l'environnement

OBER est confronté à une problématique de gestion de ses déchets et rejets. Un Responsable de l'environnement est en charge de ce sujet. La société est visitée régulièrement par les organismes de contrôle.

-Assurances et couverture de risques

La Société a mis en œuvre une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés, et continuera à appliquer la même politique dans le cadre du développement futur de son activité. Les polices d'assurance souscrites par la Société contiennent les exclusions et plafonds de garantie ainsi que les franchises habituellement imposées par les compagnies d'assurance sur le marché.

-Risque de taux

La société OBER considère être faiblement exposée au risque de taux d'intérêt.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

-Risque de liquidité

La trésorerie et les facilités bancaires sont suffisantes pour faire face aux besoins de l'entreprise. Les perspectives d'activité permettent à la société de considérer qu'elle pourra maintenir la trésorerie sur l'ensemble de l'exercice.

- Risque de change

La Société Ober est exposée à un risque de change, certains achats étant effectués en \$. Toutes les factures de vente sont libellées en euros.

La société Stramiflex est également exposée à un risque de change, une part significative de ses achats étant effectuée en euros.

- Risques liés aux systèmes et à l'infrastructure

La totalité des systèmes et des infrastructures ont fait l'objet d'efforts actualisés majeurs garantissant la meilleure performance possible.

Les données figurant sur les disques durs des collaborateurs sont automatiquement sauvegardées sur le serveur central tous les matins. Les données informatiques figurant sur ce serveur sont sauvegardées tous les jours sur une bande entreposée dans un coffre ignifugé. La société réalise également, une fois par semaine, une sauvegarde complète du système informatique. Cette sauvegarde est stockée dans un coffre se situant dans un bâtiment différent du premier. La société bénéficie en outre d'une assurance reconstitution de logiciels.

- Dépendance vis-à-vis des collaborateurs clés

OBER a fondé son développement sur une équipe de collaborateurs. Dans le cadre de la norme 9001 V2000, les procédures ont été définies et formalisées pour chacune des fonctions de l'entreprise afin d'être en mesure de pallier à l'indisponibilité momentanée ou prolongée de l'un des dirigeants et/ou de tout collaborateur. Une assurance homme clef existe pour les trois principaux cadres dirigeants.

-Risques sanitaires liés à une épidémie ou pandémie entraînant une diminution de l'activité du Groupe.

Le Groupe OBER est doté d'un plan de continuité d'activité et d'un plan de reprise d'activité (PCA / PRA) permettant de préserver tout ou partie de ses ressources et de faire face à différents scénarii de crises. Ces risques sont suivis par la Direction Générale et le cas échéant font l'objet de cellules de crises dédiées.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

MODE DE GOUVERNANCE

Le Conseil d'Administration de la société a opté pour un cumul des fonctions de Président et de Directeur Général.

Le Président du Conseil d'Administration représente la société dans ses rapports avec les tiers sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration. Dans la limite de l'objet social, il est investi, en sa qualité de Directeur Général, des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toute circonstance.

Toutefois, à titre de mesure d'ordre intérieur inopposable aux tiers, le Directeur Général devra recueillir l'autorisation préalable du Conseil d'Administration pour toutes décisions relatives :

- aux achats ou ventes d'actifs d'une valeur supérieure à 1 000 000 €;
- aux investissements ou désinvestissements excédant un montant de 1 000 000 € ;
- aux prises de participation d'un montant supérieur à 1 000 000 € par opération.

Le Conseil d'Administration, conformément aux statuts, se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Durant l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois. Le taux de présence des administrateurs a été de 72 %.

Le Conseil d'Administration est actuellement constitué de six membres. Les vérifications concernant le cumul des mandats ont été faites auprès des administrateurs concernés. Aucun d'entre eux ne détient un nombre de mandats excédant les limites visées les articles L225-21 et L 225-94 du Code de Commerce.

Les administrateurs ont été convoqués principalement par courrier électronique entre 5 et 15 jours avant la date des conseils.

Conformément à l'article L225-238 du Code de commerce, les commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions des conseils qui arrêtent les comptes annuels et semestriels. Les représentants du Comité d'Entreprise ont été convoqués à toutes les réunions.

Les réunions se sont déroulées au siège de la société ou en visioconférence. Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des administrateurs leur ont été communiqués en temps utile, généralement en même temps que la convocation.

Les procès-verbaux sont réalisés et reportés sur les registres du Conseil. Par ailleurs, un registre des présences est tenu à jour.

Le Conseil d'Administration n'a pas défini de règle de fonctionnement servant à déterminer les rémunérations et les avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux.

MANDATAIRES SOCIAUX : AUTRES MANDATS EXERCES

	<i>Nature du mandat</i>	<i>Sociétés</i>
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Président Directeur Général</i>	SA OBER
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Président</i>	SAS OBER PARTICITIONS
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Président</i>	SAS OBER FINANCES
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Président</i>	LCDA
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Président du Conseil d'Administration</i>	SA Stramiflex (Tunis)
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Co-Gérant</i>	Oberlfex (Tunis)
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>CEO</i>	Ober Inc
<i>Etienne de La Thébeaudière</i>	<i>Co-Gérant</i>	SC VDM
<i>Clément Lescanne</i>	<i>Administrateur</i>	SA OBER
<i>Clément Lescanne</i>	<i>Administrateur</i>	SA Stramiflex (Tunis)
<i>Clément Lescanne</i>	<i>Directeur Général Délégué</i>	LCDA
<i>Clément Lescanne</i>	<i>Executive Vice Président</i>	Ober Inc
<i>Clément Lescanne</i>	<i>Gérant</i>	SC PND
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Administrateur</i>	SA OBER
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Administrateur</i>	Maison Interbois
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Président Directeur Général</i>	SA Stramica (Tunis)
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Président Directeur Général</i>	STIB (Tunis)
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Président du Conseil d'Administration</i>	Comptoir National Tunisien (Tunis)
<i>Mohsen Sellami</i>	<i>Gérant</i>	Stramica Immobilière
<i>Jean Ducroquet</i>	<i>Administrateur</i>	SA OBER
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Administrateur</i>	SA OBER
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Directeur Général Délégué</i>	ILP
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Directeur Général Délégué</i>	Sadépar
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Directeur Général</i>	Fonds Lorrain de Consolidation
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Membre du Conseil de Surveillance</i>	Probiolac
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Administrateur</i>	Genclis
<i>Benoit Voinot</i>	<i>Administrateur</i>	FIGENIE
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Administrateur</i>	SA OBER
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Gérant</i>	Pimit SARL
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Membre du Directoire</i>	Pacifico SA
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Co-Gérant</i>	Foncière Volnay Saint Aubin SARL
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Président</i>	Euro Blue Power SAS
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Président</i>	Logelis SAS
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Président</i>	Hydro Riou SAS
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Président</i>	Hydro Oisans SAS
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Administrateur</i>	Jocatop SA
<i>Pierre Marie Hénin</i>	<i>Administrateur</i>	Ison Holding (Luxembourg)

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Néant

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Convention nouvelle

- Néant

Anciennes conventions dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé et qui seront soumises au Conseil d'Administration pour leur examen annuel

- Le Conseil, lors de sa séance du 1^{er} octobre 2020 a autorisé Monsieur Etienne de La Thébeaudière à régulariser un acte de caution d'un montant de 1 650 000 € au profit du CIC en garantie d'un emprunt de la société Marotte. Au 31 décembre 2021 cet emprunt est entièrement remboursé.

Personnes concernées : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de la SAS Marotte
Motif de la convention : Cette convention a été conclue afin de permettre à Marotte de financer son activité.

-Convention de compte courant, signée avec la société OBER Finances le 23 décembre 2004. Cette convention ne prévoyait pas de rémunération. Ce dernier point a été modifié au moyen d'une nouvelle convention signée le 4 septembre 2006. La convention prévoit une rémunération de 4 % par an. Au 31.12.2021 Ober Finances doit 217 070,93 € à Ober.

Personnes concernées : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de la SAS Ober Finances
Motif de la convention : Cette convention a été conclue afin de permettre à Ober et Ober Finances de financer leurs activités.

-Une convention de compte courant d'Ober à Stramiflex signée le 11 mai 2010.
Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration d'Ober le 1^{er} avril 2010.

La convention prévoit une rémunération annuelle Euribor +1,9
(au 31.12.2021 Stramiflex doit 247 567 € à Ober).

Personnes concernées : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de la SA Stramiflex
Motif de la convention : Cette convention a été conclue afin de permettre à Stramiflex de financer son BFR.

-Convention de compte courant entre Ober et sa filiale Oberflex Tunis (CA du 9 juin 2011). Les sommes portées aux comptes courant sont rémunérées au taux annuel de 4%. Au 31.12.2021 Ober devait 379 455,16 € à Oberflex Tunis.

Personnes concernées : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Co-Gérant de la SARL Oberflex
Motif de la convention : Cette convention a été conclue afin de permettre à Oberflex de financer son activité.

-Une caution au profit de l'UBCI destinée à garantir le financement par escompte accordé à sa filiale Stramiflex a été mise en place le 31 octobre 2018.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration d'Ober le 8 octobre 2018.

Le cautionnement a été délivré en garantie du paiement et du remboursement de 60% des sommes en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, que Stramiflex doit ou devra à la banque au titre de la ligne Factoring, dans la limite de 600 000 dinars.

Le montant du financement accordé à Stramiflex au 31.12.2021 était de 766 850 dinars.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

Personnes concernées : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de la SA Stramiflex.
 Motif de la convention : Cette convention a été conclue afin de permettre à Stramiflex de financer son activité.

RÉSULTAT FINANCIER 2021

Groupe OBER : Compte de résultat consolidé au 31/12/2021

<i>Groupe Ober</i> (en milliers d'euros)	<i>2 021</i>	<i>2 020</i>
Chiffre d'affaires	31 873	28 643
Autres produits d'exploitation	1 401	-46
Total produits d'exploitation	33 274	28 596
Total charges d'exploitation	33 465	30 733
Résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	-191	-2 137
Dotations aux amortissements et dépréciation des écarts d'acquisition	14	14
Résultat d'exploitation après dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	-205	-2 151
Charges et produits financiers	-396	-876
Charges et produits exceptionnels	-17	10 142
<u>Impôts sur les résultats</u>	<u>40</u>	<u>-1 607</u>
Résultat net des sociétés intégrées	-579	5 509
Intérêts minoritaires	-368	-394
Résultat - Part de groupe	-211	5 903

Le Groupe enregistre en 2021 un chiffre d'affaires consolidé de 31,9 M€, en croissance de 11 % (+3,3 M€) par rapport à une base de comparaison favorable (le chiffre d'affaires 2020 était en décroissance de -24%). Près de 60 % du chiffre d'affaires est réalisé hors de France en 2021.

L'EBITDA (¹ L'EBITDA est calculé comme la somme du résultat d'exploitation et des dotations aux provisions et amortissements, tels qu'ils sont présentés au compte de résultat consolidé.) du Groupe progresse de 2,3 M€ par rapport à 2020 pour ressortir positif à hauteur de 1,1 M€ en 2021, contre une perte de (1,2) M€ en 2020. Cette amélioration s'appuie principalement sur la reprise des volumes vendus et la maîtrise globale des charges d'exploitation. Après des dotations aux provisions et amortissements en augmentation de 0,4 M€, le résultat d'exploitation s'établit à (0,2) M€, contre (2,1) M€ un an plus tôt.

Après une charge fiscale (net de crédit d'impôts) légèrement positive (vs. - 1,6 M€ en 2020) et des frais financiers en diminution à 0,4 M€ (vs. 0,9 M€ en 2020), le résultat net consolidé du Groupe s'établit à (0,6) M€. Il est rappelé que le résultat net consolidé 2020 (5,5 M€) tenait compte d'un résultat exceptionnel important constitué principalement de la plus-value de cession d'un actif immobilier non stratégique.

Après déduction de la part des minoritaires, le résultat net part du Groupe est de (0,2) M€.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
 Rapport de Gestion - Exercice 2021

BILAN

La situation du bilan consolidé (en K€) au 31.12.2021 est la suivante

Groupe OBER : Bilan consolidé au 31/12/2021

ACTIF (en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020	PASSIF (en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
ACTIF IMMOBILISE			CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles	6 740	6 843	Capital	2 062	2 062
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	<i>5 506</i>	<i>5 520</i>	Primes	5 308	5 308
Immobilisations corporelles	5 127	5 268	Réserves consolidées	12 711	6 835
Immobilisations financières	685	654	Ecart de conversion	-2 406	-2 448
			Résultat part de groupe	-211	5 903
			<i>Total part de groupe</i>	<i>17 464</i>	<i>17 660</i>
			Intérêts minoritaires	2 811	3 111
TOTAL	12 552	12 764	TOTAL	20 275	20 771
ACTIF CIRCULANT			Provisions	433	412
Stocks et encours	15 981	14 649	DETTES		
Clients et comptes rattachés	3 995	2 941	Emprunts et dettes financières	11 325	12 812
Autres créances et comptes de régularisation	2 788	1 840	Fournisseurs et comptes rattachés	3 749	2 903
Valeurs mobilières de placement	1 260	1 195	Autres dettes et comptes de régularisation	4 733	6 468
Disponibilités	3 940	9 977			
TOTAL	27 963	30 602	TOTAL	20 240	22 595
TOTAL DE L'ACTIF	40 515	43 366	TOTAL DU PASSIF	40 515	43 366

Au 31 décembre 2021, le Groupe dispose d'une structure financière solide avec des capitaux propres consolidés de 20,3 M€, contre 20,8 M€ au 31 décembre 2020.

La trésorerie au 31 décembre 2021 s'établit à 5,2 M€, en diminution de 6,0 M€ par rapport au 31 décembre 2020. Son évolution intègre principalement une variation défavorable du besoin en fonds de roulement de 4,1 M€ liée notamment à la sécurisation des achats dans un contexte de tension sur certaines matières, ainsi qu'un flux net de trésorerie de 1,5 M€ correspondant aux remboursements d'emprunts nets des nouveaux emprunts souscrits sur l'exercice.

L'endettement financier net (L'endettement financier net est calculé comme la somme des emprunts et dettes financières, à court et à long termes, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, minorés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé) s'élève à 6,1 M€ au 31 décembre 2021 et représente 30,2 % des fonds propres, comparé à 7,9 % au 31 décembre 2020 et 69,4 % au 31 décembre 2019.

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

La situation du bilan social d'Ober au 31 décembre 2021 (en K€) est la suivante :

OBER	2020	2021
IMMOBILISATIONS BRUTES	24 664	21 270
AMORTISSEMENTS	-7 106	-7 376
IMMOBILISATIONS NETTES	17 558	13 894
STOCKS	9 106	9 376
AVANCES ET ACOMPTES SUR COMMANDES	12	49
CLIENTS	1 004	2 350
AUTRES ACTIFS COURT TERME	954	1 746
TRESORERIE	8 964	2 334
TOTAL ACTIF	37 598	29 749
CAPITAL ET PRIME	7 370	7 370
RESERVES ET R.A.N.	11 598	10 697
RESULTAT EXERCICE	-901	1 650
PROVISIONS FISCALES & SUBVENTIONS INV. DIVIDENDES		
FONDS PROPRES	18 067	19 717
PROVISIONS RISQUES & CHARGES		
EMPRUNT OBLIGATAIRE	0	0
DETTES BANCAIRES LT ET MT	7 062	5 686
DETTES BANCAIRES CT et ESCOMPTE	0	
AVANCES ET ACOMPTES SUR COMMANDES	68	309
FOURNISSEURS	1 106	1 333
DETTES FISCALES ET SOCIALES	2 097	1 679
AUTRES PASSIFS COURT TERME	9 198	1 024
TOTAL PASSIF	37 598	29 748
<i>Endettement net vs Fonds propres</i>	130,92%	18,87%

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (données sociales)

RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	2017	2018	2019	2020	2021
Capital en fin d'exercice					
Capital social	2 061 509	2 061 509	2 061 509	2 061 509 €	2 061 509 €
Nombre des actions ordinaires existantes	1 441 615	1 441 615	1 441 615	1 441 615 €	1 441 615 €
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0 €	0 €
Nombre maximal d'actions futures à créer	0	0	0	0 €	0 €
Par conversion d'obligations	0	0	0	0 €	0 €
Par exercice de droits de souscription	0	0	0	0 €	0 €
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	21 688 333	20 723 091	20 090 865	14 632 504 €	16 600 182 €
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 569 121€	1 344 193€	1 386 134€	-779 175 €	2 075 989 €
Impôts sur les bénéfices	51 320 €	-22 609 €	96 504 €	-61 931 €	-58 520 €
Participation des salariés dûe au titre de l'exercice	0€	0€	0€	0 €	0 €
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 197 781€	1 140 553€	1 074 051€	-900 525 €	1 649 635 €
Résultat distribué	1 009 130€	720 807€	0€	0 €	0 €
Résultats par actions					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	1,05€	0,95€	0,89€	-0,5 €	1,5 €
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,83€	0,79€	0,75€	-0,6 €	1,1 €
Dividende attribué à chaque action	0,70€	0,50€			
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	134	134	136	125	124
Montant de la masse salariale de l'exercice	5 044 063€	5 012 899€	4 905 494€	4 762 088 €	4 632 470 €
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, oeuvres sociales etc..)	2 002 037€	1 927 012€	1 564 357€	1 265 468 €	1 473 917 €

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT DE GESTION EST ETABLI.

Néant

PERSPECTIVES

Le Groupe OBER mène une stratégie de développement en valeur axée sur un portefeuille de marques prestigieuses, riches et complémentaires. Les actions mises en œuvre pour préserver la santé de ses collaborateurs, les moyens de production et sa clientèle permettront de soutenir la croissance et la rentabilité du Groupe à moyen et long terme.

Longeville en Barrois, le 29 avril 2022

OBER

Société Anonyme au Capital de 2 061 509 Euros - 31, rue de Bar - 55000 LONGEVILLE EN BARROIS - RCS Bar le Duc B 382 745 404
Rapport de Gestion - Exercice 2021

OBER

Société anonyme

31 rue de Bar

55000 Longeville en Barrois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

OBER

Société anonyme

31 rue de Bar

55000 Longeville en Barrois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société OBER

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société OBER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Des écarts d'acquisition sont enregistrés lors des opérations de croissance externe. Le groupe continue à amortir les écarts d'acquisition comptabilisés antérieurement au 1er janvier 2016, et réalise des tests de perte de valeur sur les écarts d'acquisition comptabilisés à partir de cette date, comme indiqué dans la note I.C.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Dans ce cadre, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de

valeur, et nous avons apprécié le caractère raisonnable des principales estimations, notamment les prévisions de flux de trésorerie, les taux de croissance long terme et les taux d'actualisation retenus. Nous avons également analysé la cohérence des prévisions avec les performances passées, les perspectives de marché et l'historique de performance du Groupe. Enfin, nous avons également vérifié le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Votre société constitue des provisions pour dépréciation des créances clients pour couvrir le risque de non-recouvrement, tel que décrit dans la note I.C.5 de l'annexe aux comptes consolidés. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués par la société. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

La note I.C.6 de l'annexe aux comptes consolidés décrit les modalités d'évaluation et de dépréciation des stocks. Nous avons examiné les modalités retenues pour l'appréciation de la valeur de ces actifs et avons vérifié que la note de l'annexe donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet

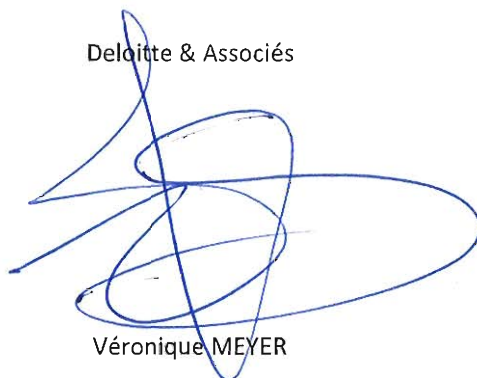
de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Schiltigheim, le 6 mai 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Véronique MEYER

Groupe OBER : Bilan consolidé au 31/12/2021

ACTIF (en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>		
Immobilisations incorporelles	6 740	6 843
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	5 506	5 520
Immobilisations corporelles	5 127	5 268
Immobilisations financières	685	654
<u>TOTAL</u>	12 552	12 764
<u>ACTIF CIRCULANT</u>		
Stocks et encours	15 981	14 649
Clients et comptes rattachés	3 995	2 941
Autres créances et comptes de régularisation	2 788	1 840
Valeurs mobilières de placement	1 260	1 195
Disponibilités	3 940	9 977
<u>TOTAL</u>	27 963	30 602
<u>TOTAL DE L'ACTIF</u>	40 515	43 366

Groupe OBER : Bilan consolidé au 31/12/2021

PASSIF (en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital	2 062	2 062
Primes	5 308	5 308
Réserves consolidées	12 711	6 835
Ecart de conversion	-2 406	-2 448
Résultat part de groupe	-211	5 903
<i>Total part de groupe</i>	17 464	17 660
Intérêts minoritaires	2 811	3 111
<u>TOTAL</u>	20 275	20 771
Provisions	433	412
<u>DETTES</u>		
Emprunts et dettes financières	11 325	12 812
Fournisseurs et comptes rattachés	3 749	2 903
Autres dettes et comptes de régularisation	4 733	6 468
<u>TOTAL</u>	20 240	22 595
<u>TOTAL DU PASSIF</u>	40 515	43 366

Groupe OBER : Compte de résultat consolidé au 31/12/2021

(en milliers d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	31 873	28 643
Autres produits d'exploitation	1 401	-46
Total produits d'exploitation	33 274	28 596
Achats matières premières, marchandises	14 959	11 951
Variation de stocks	-855	782
Achats et charges externes	7 726	6 880
Impôts et taxes	339	543
Charges de personnel	9 786	9 551
Dotations aux amortissements	839	878
Dotation aux provisions	466	67
Autres charges	206	80
Total charges d'exploitation	33 465	30 733
Résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	-191	-2 137
Dotations aux amortissements et dépréciation des écarts d'acquisition	14	14
Résultat d'exploitation après dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	-205	-2 151
Charges et produits financiers	-396	-876
Charges et produits exceptionnels	-17	10 142
Impôts sur les résultats	40	-1 607
Résultat net des sociétés intégrées	-579	5 509
Intérêts minoritaires	-368	-394
Résultat - Part de groupe	-211	5 903

2021

Ober[®]
groupe

**NOTES ANNEXES DES COMPTES
CONSOLIDÉS DU GROUPE OBER AU
31 DÉCEMBRE 2021**

I. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation.	4
A. Référentiel comptable	4
B. Modalités de consolidation	4
C. Méthodes et règles d'évaluation	4
1. Ecart d'acquisition	4
2. Immobilisations incorporelles	5
3. Immobilisations corporelles	5
4. Immobilisations financières	6
5. Créances et dettes	6
6. Stock matières premières et produits finis	6
7. Engagement pour indemnités de départ à la retraite	6
8. Impôts différés	6
9. Subventions d'investissement	7
10. Frais de recherche et développement	7
II. Informations relatives au périmètre de consolidation	7
III. Informations permettant la comparabilité des comptes	7
A. Informations relatives aux variations du périmètre	7
B. Informations relatives aux changements comptables	7
IV. Explications des postes du bilan	8
A. Postes du bilan consolidé	8
1. Actif immobilisé	8
2. Stocks	9
3. Créances	9
4. Capitaux propres	10
5. Provisions	10
6. Intérêts minoritaires	10
7. Autres dettes et comptes de régularisation	11
8. Emprunts et dettes financières	11
B. Postes du compte de résultat consolidé	12
1. Charge de personnel et effectif	12
2. Charges et produits financiers	12
3. Charges et produits exceptionnels	12
4. Charges d'impôt	12
V. Autres informations	13
A. Information sectorielle	13
B. Autres informations diverses	14
1. Faits importants de la période	14
2. Evènements postérieurs à la clôture	14
3. Rémunération des dirigeants	14
4. Engagement hors-bilan	14
5. Autres engagements et risques	14

6.	Honoraires commissaires aux comptes	14
7.	Transactions avec les parties liées	14
VI.	Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie	15

I. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation.

A. Référentiel comptable

Les comptes consolidés annuels sont établis selon les normes comptables françaises (règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020).

B. Modalités de consolidation

Toutes les méthodes définies par le règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 ont été appliquées. Les sociétés Stramiflex, Oberflex Tunisie, Ober Inc et LCDA sont consolidées par intégration globale. Les soldes et transactions intra-groupe sont éliminés en consolidation. Le compte de résultat consolidé inclut les résultats des filiales consolidées acquises au cours de l'exercice à compter de la date de leur acquisition ; les résultats des filiales cédées au cours du même exercice sont pris en compte jusqu'à leur date de cession. Les intérêts minoritaires dans l'actif net des filiales consolidées sont présentés sur une ligne distincte des capitaux propres. Les intérêts minoritaires comprennent le montant des intérêts minoritaires à la date de prise de contrôle et la part des minoritaires dans la variation des capitaux propres depuis cette date.

Les états financiers individuels de Stramiflex et d'Oberflex Tunisie sont établis en dinars tunisiens. Ceux d'Ober Inc sont établis en dollars américains. Afin de présenter des états financiers consolidés, les résultats et la situation financière de Stramiflex, d'Oberflex Tunisie et d'Ober Inc sont convertis en euro, devise fonctionnelle du Groupe et devise de présentation des états financiers consolidés. Les éléments du bilan sont convertis en euro au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, tandis que leurs comptes de résultat et flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés dans les capitaux propres.

C. Méthodes et règles d'évaluation

1. Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont calculés par différence entre d'une part la quote-part des actifs et passifs identifiables évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et d'autre part le coût d'acquisition des titres.

Le cas échéant, et conformément au règlement ANC n°2020-01 applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, le groupe applique les méthodes suivantes :

- les écarts d'acquisition positifs comptabilisés antérieurement au 1^{er} janvier 2016 sont amortis sur une durée déterminée, sur la base des hypothèses retenues et des objectifs fixés lors de l'acquisition ;
- les écarts d'acquisition positifs enregistrés entre le 1^{er} janvier 2016 et le 1^{er} janvier 2021 sont quant à eux non amortis et font l'objet de tests de dépréciation annuels conformément à l'ancien règlement ANC n°2015-07.

En outre, les écarts d'acquisition positifs enregistrés à compter du 1^{er} janvier 2021 peuvent être amortis sur une durée d'utilisation limitée, ou non amortis si la durée d'utilisation n'est pas limitée, sur base d'une

analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition, sur les aspects techniques, économiques et juridiques.

Les écarts d'acquisition non amortis font l'objet de tests de perte de valeur en fin d'exercice, ou plus fréquemment s'il existe des indices de pertes de valeur identifiés.

Modalités des tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition :

Une dépréciation des écarts d'acquisition est comptabilisée lorsque le montant recouvrable est inférieur à la valeur nette comptable. La valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité, soit la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif.

La méthode de valorisation est basée sur la valorisation par le Discounted Cash-Flow (DCF) attendu pour les 5 prochaines années, selon les perspectives de business élaborées par le Groupe selon sa stratégie de développement dans son environnement concurrentiel.

Le taux d'actualisation pris comme référence est celui utilisé par les analystes financiers ayant une connaissance du secteur d'activité.

La valeur actuelle est déterminée par sommation d'une part, de la valeur actualisée des DCF de la période explicite et d'autre part, de la valeur terminale. Cette valeur terminale est mesurée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie disponibles normatifs projetés dès la fin de la période explicite et se poursuivant jusqu'à l'infini sur base de la dernière année de la période explicite. Le taux de croissance à l'infini est déterminé selon notre perception de l'évolution du marché.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs.

Les marques sont amorties sur 20 ans et correspondent principalement à Stramiflex.

3. Immobilisations corporelles

Selon les règles définies par le règlement de l'ANC n° 2014-03, les actifs immobilisés doivent être décomposés en éléments séparés ayant des durées d'utilisation distinctes. Ainsi, les immobilisations corporelles ont été décomposées en fonction de la durée d'utilisation de leurs principaux éléments.

Dans le cadre de l'application du règlement de l'ANC n° 2014-03, les immobilisations corporelles sont amorties suivant les durées d'utilité des biens acquis. Les durées d'utilités retenues en années sont les suivantes :

INSTALLATIONS TECHNIQUES

Chaudière, Transformateurs et distribution, Fluides et tuyauteries : 15

Compresseurs : 10

MATERIEL INDUSTRIEL et SERVICES GENERAUX

Ponts roulants, Presse : 20

Mécanique générale, Traitements de surfaces :	15
Matériel d'Usinage du bois :	12
Matériel de laboratoire, centre d'usinage :	10

La valeur brute des immobilisations correspond à leur valeur d'achat. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

Les immobilisations acquises en crédit-bail sont inscrites à l'actif du bilan et amorties comme si la société en était propriétaire. La dette correspondante est inscrite au passif du bilan.

4. Immobilisations financières

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des titres est comparée à la valeur d'utilité. La plus faible des deux valeurs est retenue au bilan, après, le cas échéant, constitution d'une provision pour dépréciation.

5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients sont comptabilisées à l'émission des factures. Ces dernières sont émises lors du transfert de propriété.

Les créances sont dépréciées (provisionnées) en fonction du retard pris dans le règlement et surtout en fonction de la cause de ce retard. La décision de dépréciation est prise au cas par cas.

6. Stock matières premières et produits finis

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements, ainsi que les stocks de marchandises sont évalués au coût moyen pondéré.

Les produits intermédiaires, encours, produits finis (panneaux décoratifs) sont valorisés au prix de revient. Le prix de revient correspond au coût de fabrication qui comprend les coûts matières et les coûts de transformation. Les coûts de transformation intègrent la main d'œuvre et les charges de l'usine.

Les produits non-conformes sont déclassés au cours des différentes étapes de fabrication.

Les stocks de placage et panneaux décoratifs ne se déprécient généralement pas avec le temps du fait de leurs spécificités techniques. Néanmoins, la société comptabilise une provision pour dépréciation lorsqu'elle identifie des éléments de nature à remettre en cause la valeur de certaines références en stocks.

7. Engagement pour indemnités de départ à la retraite

Les principales hypothèses actuarielles qui ont été utilisées pour l'évaluation de ces engagements envers le personnel sont :

- taux d'actualisation financier : 1.00%
- Age de départ à la retraite : 65 ans pour les cadres, 60 ans pour les non-cadres
- Taux de progression annuelle des salaires : 1%

8. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers

consolidés. Ils sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice et qui seront applicables lorsque l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

9. Subventions d'investissement

La société a retenu l'option d'incorporation des subventions d'investissement aux capitaux propres.

10. Frais de recherche et développement

La société a opté pour la comptabilisation en charge des frais de R&D. Cela a représenté une charge de 373 K€ pour l'année 2021. (2020 : 270 K€)

II. Informations relatives au périmètre de consolidation

Société	Siège	RCS	% d'intérêts	% de contrôle
OBER	Longeville en Barrois (55)	RCS Bar le Duc B 382 745 404	Sté mère	Sté mère
STRAMIFLEX	Tunis – Tunisie	MF : 1127580PAM ; AC	59,89%	59,89%
OBERFLEX TUNISIE	Tunis – Tunisie	MF : 1187944FAM	98,67%	100%
OBER INC	Delaware – USA		100%	100%
LCDA	Avrillé (49)	RCS Angers 521 151 456	100%	100%

III. Informations permettant la comparabilité des comptes

A. Informations relatives aux variations du périmètre

Suite à la fusion d'Ober et Marotte réalisée en 2021, Marotte ne fait plus partie du périmètre pour l'établissement des comptes de l'exercice 2021.

B. Informations relatives aux changements comptables

Il n'y a pas eu de changements comptables pour l'établissement des comptes de l'exercice 2021.

IV. Explications des postes du bilan

A. Postes du bilan consolidé

1. Actif immobilisé

Immobilisations incorporelles

	Valeur Brute	Amort./Provision	VN 2021	VN 2020
Concession, brevets et droits	2 139 489	1 236 999	902 489	871 306
Fonds commercial et écart d'acquisition	6 999 772	1 210 586	5 789 186	5 935 790
Autres immos incorporelles	247 893	199 574	48 320	36 071
Total	9 387 154	2 647 159	6 739 995	6 843 167

Détail des écarts d'acquisition :

- écart d'acquisition société LCDA : enregistré pour un montant de 5.393 K€ en 2017, non amorti ;
- écart d'acquisition société Stramiflex : enregistré pour un montant de 281 K€ en 2010, amorti sur 20 ans (VNC 112 K€ au 31/12/2021).

Immobilisations corporelles

	Valeur Brute	Amort./Provision	VN 2021	VN 2020
Terrains et aménagements	347 805	76 094	271 711	174 785
Constructions	2 427 638	2 160 894	266 744	241 924
ITMOI	12 750 599	8 222 023	4 528 576	4 205 875
Autres immos corporelles	506 997	446 927	60 070	85 218
Immos corporelles en cours	-	-	-	559 803
Total	16 033 039	10 905 939	5 127 100	5 267 607

La catégorie « ITMOI » comprend 2 actifs financés par le biais d'un crédit-bail. Le montant brut de ces 2 actifs industriels est de 606 K€.

Immobilisations financières

	Valeur Brute	Amort./Provision	VN 2021	VN 2020
Autres participations	665 599	642 268	23 331	23 331
Prêts	393 183	-	393 183	376 685
Autres immos financières	268 002	-	268 002	253 632
Total	1 326 784	642 268	684 516	653 649

Les autres participations correspondent :

- aux titres des filiales sans activité détenues par OBER et intégralement dépréciées, à savoir la société Tribois (Côte d'Ivoire) en liquidation judiciaire (valeur brute 572 k€, valeur nette nulle et détenue à 100% par Ober) et la société Ober Incorporated (valeur brute 70 k€, valeur nette nulle), société en sommeil détenue à 100%. Ces filiales ne sont en conséquence pas intégrées dans le périmètre de consolidation.

- aux parts de la société Shelter acquise par Marotte sur l'exercice 2017 pour un montant de 23 K€. Cette filiale n'est pas intégrée dans le périmètre de consolidation du fait de son caractère non significatif.

2. Stocks

	Valeur Brute	Amort./Provision	VN 2021	VN 2020
Matières premières	7 682 871	86 788	7 596 083	6 405 080
Encours de production	577 740	-	577 740	272 532
Produits intermédiaire et finis	7 135 565	386 725	6 748 840	6 897 300
Marchandises	1 102 759	44 500	1 058 259	1 073 951
Total	16 498 935	518 013	15 980 922	14 648 862

3. Créances

	Valeur Brute	Amort./Provision	VN 2021	VN 2020
Clients et comptes rattachés	4 456 608	461 946	3 994 662	2 941 345
Avances et acomptes versés	56 932	-	56 932	57 962
Impôt différé actif	89 464	-	89 464	82 698
Autres créances	1 845 535	-	1 845 535	1 593 287
Charges constatées d'avance	795 970	-	795 970	105 690
Total	7 244 508	461 946	6 782 562	4 780 982

Les comptes client d'Ober et LCDA sont assurés en quasi-totalité.

Les provisions clients de 350 K€ au 31/12/2020 sont passées à 462 K€ au 31/12/2021.

4. Capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat n	Ecart de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts des minoritaires	Capitaux propres consolidés
Au 31/12/2019	2 062	5 308	6 681	1 197	- 2 051	13 197	3 687	16 885
Résultat de la période				5 903		5 903	- 394	5 509
Affectation résultat n-1			1 197	- 1 197		-		
Distributions dividendes						-		-
Autres variations			- 1 044			- 1 044		- 1 044
Ecart de conversion					- 396	- 396	- 182	- 578
Au 31/12/2020	2 062	5 308	6 835	5 903	- 2 448	17 660	3 111	20 771
Résultat de la période				- 211		- 211	- 368	- 579
Affectation résultat n-1			5 903	- 5 903		-		
Distributions dividendes						-		-
Autres variations			- 27			- 27		- 27
Ecart de conversion					42	42	67	109
Au 31/12/2021	2 062	5 308	12 711	- 211	- 2 406	17 464	2 811	20 275

Au 31 décembre 2021, le capital social se compose de 1 441 615 actions d'une valeur nominale de 1,43 €.

Le résultat par action des 3 derniers exercices est le suivant :

	2019	2020	2021
Nombre d'actions	1 441 615	1 441 615	1 441 615
Résultat (K€)	1 197	5 903	-211
Résultat par action	0,83 €	4,09 €	-0,15 €

5. Provisions

Les provisions au 31/12/2021 correspondent principalement aux provisions pour départ en retraite.

	Ouverture	Dotation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Clôture
Provision retraite	412 126	20 883	-	-	433 009
Total Provisions	412 126	20 883	-	-	433 009

6. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires (part des capitaux propres) représentent 2 810 522 € au 31 décembre 2021.

7. Autres dettes et comptes de régularisation

	31/12/2021	31/12/2020
Dettes sociales et fiscales	2 419 730	4 802 686
Avances et acomptes reçus	1 144 051	522 046
Impôt différé	212 837	377 294
Autres dettes	956 798	765 993
Total	4 733 417	6 468 019

La prise en compte d'une imposition différée dans les comptes consolidés a eu les incidences suivantes.

IDP Net de 123 K€ (IDP 213 K€ - IDA 89 K€), principalement :

- 213 K€ IDP net chez Stramiflex
- 25 K€ IDP retraitement crédit-baux Ober
- 93 K€ IDA provision pour départ en retraite Ober
- 22 K€ IDA provision pour départ en retraite LCDA

8. Emprunts et dettes financières

Emprunts

	Total	< à 1 an	entre 2 et 5 ans	> à 5 ans
Emprunts et dettes auprès des EC	11 324 913	5 009 775	6 315 137	-
Total	11 324 913	5 009 775	6 315 137	-

Capital dû 31/12/2020	New emprunts	Remboursements	Variation due au taux de change	Capital dû 31/12/2021
12 811 519	1 592 723	- 3 104 284	24 955	11 324 913

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit correspondent principalement :

Pour Ober :

- Dette contractée pour le financement de matériel (solde au 31.12.2021 : 6 K€) ; Cette dette correspond au retraitement des crédits-baux en consolidation.
- Dette pour le financement de LCDA (solde au 31.12.2021 : 2 720 K€)
- Dette pour le financement de BFR (solde au 31.12.2021 : 513 K€)
- Dette PGE (prêt garantis par l'état) (solde au 31.12.2021 : 2 636 K€)

Pour Stramiflex :

- Emprunt contracté pour financement matériel (solde au 31.12.2021 : 619 K€)
- Crédit court terme - billets de trésorerie et emprunts UIB/UBCI (solde au 31.12.2021 : 2 154 K€)
- Concours bancaires – opérations de financement (solde au 31.12.2021 : 749 K€)

Pour LCDA :

- Dette pour financement développement (solde au 31.12.2021 : 658 K€)
- Dette pour financement matériel 2021 (solde au 31.12.2021 : 69 K€)
- Dette PGE (prêt garantis par l'état) (solde au 31.12.2021 : 808 K€)
- Dette pour financement activité 2021 (solde au 31.12.2021 : 394 K€)

B. Postes du compte de résultat consolidé

1. Charge de personnel et effectif

Les charges de personnel se sont élevées au cours de l'année 2021 à 9 786 K€ contre 9 551 K€ au cours de l'année 2020.

La répartition des effectifs est telle que dans le tableau ci-dessous :

Effectifs	Hommes	Femmes	Total
Au 31/12/2021			
Cadres	35	15	50
Agents de maîtrise	42	12	54
Employés	31	27	58
Ouvriers	197	27	224
TOTAL	305	81	386

2. Charges et produits financiers

Les intérêts payés au cours de l'année 2021 se sont élevés à 483 K€ (763 K€ en 2020) et les gains de change nets se sont élevés à 66 K€ (Perte de change nette de 67 K€ en 2020).

Le résultat financier ressort ainsi à – 396 K€.

3. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel ressort à -17 K€.

4. Charges d'impôt

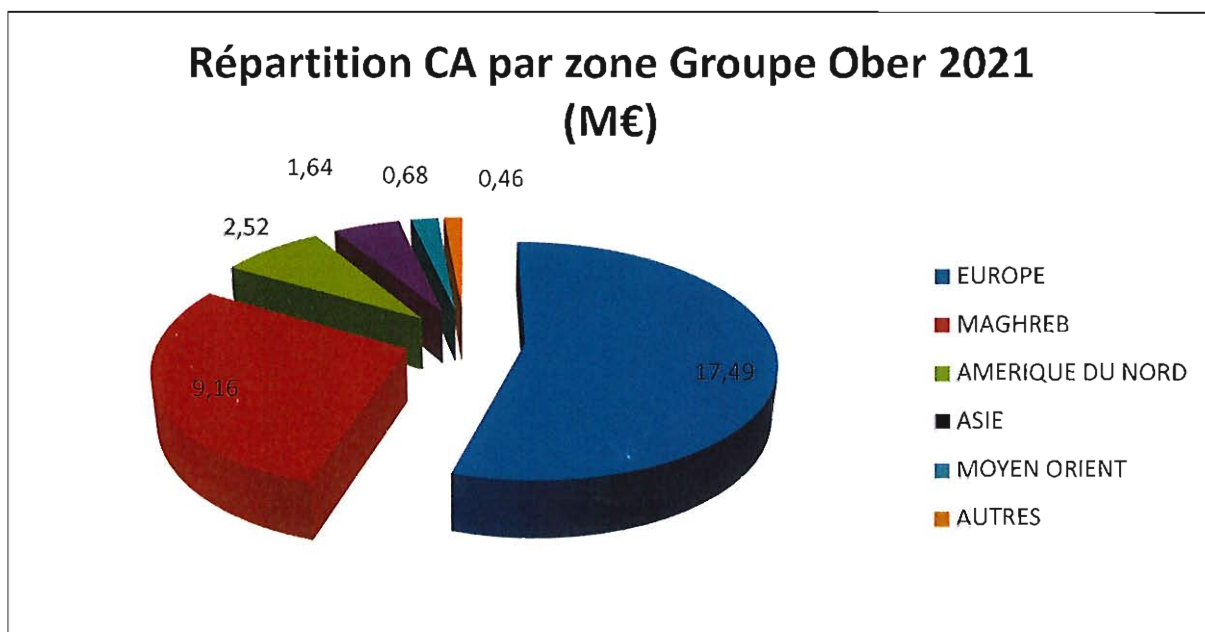
La charge d'impôt (net de crédit d'impôts) de la période 2021 se présente comme suit :

	31/12/2021
<i>Impôts courants</i>	120 983
<i>Impôts différés</i>	- 160 894
Impôts sur les sociétés	- 39 911

V. Autres informations

A. Information sectorielle

- Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique



- Ventilation des immobilisations

○ Ober :	7 281 K€
○ Stramiflex :	4 481 K€
○ LCDA :	787 K€
○ OberflexTun :	Néant
○ Ober Inc :	3 K€

- Ventilation du résultat d'exploitation

○ Ober :	(403 K€)
○ Stramiflex :	(664 K€)
○ LCDA :	554 K€
○ OberflexTun :	303 K€
○ Ober Inc :	19 K€

B. Autres informations diverses

1. Faits importants de la période

La crise sanitaire a impacté notre activité. Toutes les sociétés du groupe ont été confrontées à l'épidémie Covid 19. Concernant les sociétés françaises, les aides de l'Etat se sont poursuivies (activité partielle et reports de charges) et la reprise de l'activité a mis fin au chômage partiel en Mai 2021.

L'année 2021 a vu également la fusion des comptes d'OBER avec les comptes de sa filiale Marotte.

Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation reste appropriée.

2. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

3. Rémunération des dirigeants

L'information sur les rémunérations n'est pas fournie car cette indication conduirait à identifier la situation donnée d'un des membres de ces organes.

4. Engagement hors-bilan

Le montant des effets escomptés non échus au 31/12/2021 chez Stramiflex est de 1 051 K€ (1 272 K€ au 31/12/2020).

Indemnités de départ à la retraite Stramiflex (provision 321 kTND, soit 96 K€) : engagement donné par Stramiflex pour 393 kTND, engagement reçu de Stramica pour 69 kTND.

5. Autres engagements et risques

Il est à noter le risque de change lié à la société Stramiflex car son activité est réalisée en dinar tunisien.

6. Honoraires commissaires aux comptes

Le montant des honoraires d'audit des commissaires aux comptes pour l'année 2021 s'est élevé à :

	Deloitte	Autres	Total
Société mère	45 K€	-	45 K€
Filiales (France et Tunisie)	16 K€	6 K€	22 K€
Total	61 K€	6 K€	67 K€

7. Transactions avec les parties liées

Il n'existe pas de transactions d'importance significative conclues avec des parties liées susceptibles d'entrer dans le champ de l'article R 123-199-1 du code de commerce.

VI. Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie

Groupe OBER : Tableau de flux de trésorerie consolidé au 31/12/2021

(en milliers d'euros)	2021	2020
ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	-579	5 509
<u>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité:</u>		
amortissements, provisions et plus-value de cessions	830	-10 622
variation des impôts différés	-168	-268
<u>variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</u>	-4 107	4 217
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité</i>	-4 023	-1 164
OPERATION D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	-489	-476
cessions d'immobilisations	6	11 579
incidence des variations de périmètre	-69	0
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</i>	-552	11 103
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-2	-5
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	-3
Augmentation capital en numéraire	114	0
Nouveaux emprunts	1 593	4 840
Subventions reçues		
Remboursements d'emprunts et compte courant*	-3 104	-5 728
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</i>	-1 399	-896
<i>Incidence des variations de cours de devises</i>	2	-13
VARIATION DE TRESORERIE	-5 972	9 030
<i>Trésorerie d'ouverture</i>	11 172	2 142
<i>Trésorerie de clôture</i>	5 200	11 172

* Dont variation des concours bancaires :

+575 K€ au 31/12/2021 (total concours bancaires = 749 K€)

-661 K€ au 31/12/2020 (total concours bancaires = 174 K€)

Groupe OBER : Tableau de flux de trésorerie consolidé au 31/12/2021

(en milliers d'euros)	2021	2020
ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	-579	5 509
<u>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité:</u>		
amortissements, provisions et plus-value de cessions	830	-10 622
variation des impôts différés	-168	-268
variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-4 107	4 217
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité</i>	-4 023	-1 164
OPERATION D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	-489	-476
cessions d'immobilisations	6	11 579
incidence des variations de périmètre	-69	0
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</i>	-552	11 103
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-2	-5
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	-3
Augmentation capital en numéraire	114	0
Nouveaux emprunts	1 593	4 840
Subventions reçues		
Remboursements d'emprunts et compte courant	-3 104	-5 728
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</i>	-1 399	-896
<i>Incidence des variations de cours de devises</i>	2	-13
VARIATION DE TRESORERIE	-5 972	9 030
<i>Trésorerie d'ouverture</i>	11 172	2 142
<i>Trésorerie de clôture</i>	5 200	11 172

OBER

Société anonyme

31 rue de Bar

55000 Longeville en Barrois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

OBER

Société anonyme

31 rue de Bar

55000 Longeville en Barrois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'assemblée générale de la société OBER

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société OBER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 12.016 Keuros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité comme décrit dans la note de l'annexe 2.4 « Immobilisations financières ». Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

La note de l'annexe 2.6 « Evaluation des stocks » décrit les modalités d'évaluation et de dépréciation des stocks. Nous avons examiné les modalités retenues pour l'appréciation de la valeur de ces actifs, et avons vérifié que la note donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à

poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Schiltigheim, le 6 mai 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Véronique MEYER

		Brut		Amortissements Provisions	Net 2 019 (12 mois)	Net 2 018 12 mois
Capital souscrit non appelé (0)	AA					
ACTIF IMMOBILISE						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement	AB		AC		0	0
Frais de recherche & de développement	AD		AE			0
Concessions, brevets & droits similaires	AF	132 961	AG	98 505	34 456	28 396
Fonds commercial	AH	435 050	AI	228 826	206 225	206 225
Autres immobilisations incorporelles	AJ	85 681	AK	38 976	46 705	33 085
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		0	0
					0	0
					0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	AN	306 580	AO	76 094	230 486	142 335
Constructions	AP	2 335 866	AQ	2 149 410	186 456	157 770
Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	4 574 312	AS	4 025 421	548 891	456 254
Autres immobilisations corporelles	AT	141 815	AU	116 503	25 312	19 955
Immobilisations en cours	AV	0	AW		0	0
Avances & acomptes	AX	21 435	AY		21 435	0
					0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		0	0
Autres participations	CU	12 658 592	CV	642 268	12 016 324	15 969 493
Créances rattachées à des participations	BB	0	BC	0	0	0
Autres titres immobilisés	BD		BE		0	0
Prêts	BF	392 633	BG		392 633	362 309
Autres immobilisations financières	BH	185 321	BI	0	185 321	182 400
TOTAL (I)	BJ	21 270 247	BK	7 376 004	13 894 244	17 558 222
ACTIF CIRCULANT						
STOCKS						
Matières premières, approvisionnements	BL	2 459 731	BM	0	2 459 731	2 012 354
En-cours de production de biens	BN	210 293	BO	0	210 293	164 258
En-cours de production de services	BP		BQ			0
Produits intermédiaires et finis	BR	5 997 409	BS	283 000	5 714 409	5 891 989
Marchandises	BT	1 035 639	BU	44 500	991 139	1 037 309
					0	0
Avances & acomptes versés sur commandes	BV	48 870	BW		48 870	12 001
					0	0
CREANCES						
Clients et comptes rattachés	BX	2 614 525	BY	264 549	2 349 976	1 004 092
Autres créances	BZ	1 034 003	CA	0	1 034 003	935 317
Capital souscrit & appelé, non versé	CB		CC		0	0
			C		0	0
DIVERS						
Valeurs mobilières de placement	CD	1 261 542	CE	1 940	1 259 602	1 194 685
Disponibilités	CF	1 074 788	CG		1 074 788	7 770 098
					0	0
Charges constatées d'avance	CH	711 616	CI		711 616	18 308
TOTAL (II)	CJ	16 448 416	CK	593 990	15 854 427	20 040 410
COMPTES DE REGULARISATION						
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	CL	0			0	0
Primes de remboursement des obligations (IV)	CM				0	0
Ecart de conversion actif (V)	CN	0			0	0
TOTAL GENERAL (0 à V)	CO	37 718 664	1A	7 969 993	29 748 671	37 598 632

SA OBER

BILAN PASSIF (en EUROS)

Bilan au 31/12/21

	Exercice N 2 019 (12 mois)	Exercice N-1 2 018 (12 mois)
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	2 061 509	2 061 509
Primes d'émission, de fusion, d'apport	5 308 418	5 308 418
Ecart de réévaluation		0
Réserve légale	206 151	206 151
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées		0
Autres réserves		0
Report à nouveau	10 491 183	11 391 708
Résultat de l'exercice	1 649 635	-900 525,13
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées		0
TOTAL (I)	19 716 896	18 067 261
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		0
Avances conditionnées		0
TOTAL (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	0	0
TOTAL (III)	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	5 686 082	7 062 330
Emprunts & dettes financières divers	368 311	8 885 900
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	309 388	68 225
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	1 333 055	1 106 214
Dettes fiscales & sociales	1 679 180	2 096 659
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	112 196	5 199
Autres dettes	520 853	306 844
Produits constatés d'avance	20 600	0
TOTAL (IV)	10 029 664	19 531 371
Ecart de conversion passif (V)	2 111	0
TOTAL GENERAL (I à V)	29 748 671	37 598 632

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (en EUROS)

au

31/12/21

		Exercice N (12 mois)	Exercice N - 1 (12 mois)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de marchandises	FC	3 631 296	3 220 886
Production vendue : biens	FF	12 285 248	10 952 259
Production vendue : services	FI	683 638	459 359
Chiffre d'affaires Net	FL	16 600 182	14 632 504
Production stockée	FM	633 077	-261 797
Production immobilisée	FN	8 037	0
Subventions d'exploitation		5 000	0
Reprises sur amortissements & provisions, transferts de charges	FP	248 019	859 296
Autres produits	FQ	100 523	45 684
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	FR	17 594 839	15 275 687
		62,04%	59,91%
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	FS	2 157 960	2 114 419
Variation de stocks (marchandises)	FT	-1 303	-98 075
Achats de matières premières et autres approvisionnements	FU	4 741 714	3 510 694
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	FV	-616 214	50 690
Autres achats et charges externes	FW	4 718 944	3 808 771
Impôts taxes et versements assimilés	FX	211 933	289 164
Salaires et traitements	FY	4 632 470	4 762 088
Charges sociales	FZ	1 473 917	1 265 468
Dotations aux amortissements	GA	171 900	177 672
Dotations aux provisions (sur immobilisations)	GB		
Dotations aux provisions (sur actif circulant)	GC	310 882	3 636
Dotations aux provisions (pour risques & charges)	GD	0	0
Autres charges	GE	161 969	67 047
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	GF	17 964 170	15 951 575
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	GG	-369 330	-675 888
OPERATIONS EN COMMUN			
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	GH		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	GI		
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers des participations	GJ	125 996	464 036
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	GK		
Autres intérêts et produits assimilés	GL	1 967 497	45 015
Reprises sur provisions et transferts de charges	GM	152	1 974
Différences positives de change	GN	3 398	1 964
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	GO		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	GP	2 097 043	512 988
CHARGES FINANCIERES			
Dotations financières aux amortissements & provisions	GQ	1 940	0
Intérêts et charges assimilées	GR	133 052	369 473
Différences négatives de change	GS	1 802	796
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT	0	11 352
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	GU	136 794	381 621
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)	GV	1 960 249	131 367
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	GW	1 590 919	-544 521

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (SUITE)

au 31/12/21

		EXERCICE N (12 mois)	EXERCICE N (12 mois)
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	196	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	HB	0	0
Reprises sur provisions & transferts de charges	HC	0	0
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	HD	196	0
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	HE	0	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	HF	0	417 935
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	0	0
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	HH	0	417 935
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	HI	196	-417 935
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	HJ	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	HK	-58 520	-61 931
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	HL	19 692 079	15 788 675
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	HM	18 042 444	16 689 200
5 - BENEFICE OU PERTE (Produits - charges)	HN	1 649 635	-900 525

OBER SA
ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX ARRETES AU 31/12/2021

L'exercice écoulé affiche un résultat social de + 1 649 635 euros, en hausse de 283.19 % par rapport à 2020.

I FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

La crise sanitaire a impacté notre activité. Toutes les sociétés du groupe ont été confrontées à l'épidémie Covid 19. Concernant les sociétés françaises, les aides de l'Etat se sont poursuivies (activité partielle et reports de charges) et la reprise de l'activité a mis fin au chômage partiel en Mai 2021.

L'année 2021 a vu également la fusion des comptes d'OBER avec les comptes de sa filiale Marotte.
Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation reste appropriée.

II PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014. Les conventions générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.2 Immobilisations incorporelles

- Fonds de commerce

Le fonds de commerce est inscrit dans les comptes pour 206 K€, composé de 130 K€ pour l'acquisition en 2014 du fonds de commerce de CD SA et de 76 K€ pour la société OBER. Ce montant de 76 K€ représente la valeur intrinsèque des marques régulièrement déposées et renouvelées et est justifié dans le procès-verbal du conseil de surveillance du 22 septembre 1999 de la société OBER dans lequel il est précisé que cette somme était "représentative des marques acquises lors de la création de la société" en 1991 (reprise des fonds de commerce de cinq filiales d'Ober à la barre du Tribunal de Verdun). La valeur brute de ce fonds de commerce d'un montant de 305 K€ a été ramenée (par prudence) entre 1992 et 1995 à un montant net de 76 K€.

2.3 Immobilisations corporelles

Durée d'amortissement des immobilisations corporelles :

Conformément au règlement ANC 2014-03, les immobilisations corporelles sont amorties sur les durées d'utilités des biens. Les durées d'utilités retenues en années sont les suivantes :

INSTALLATIONS TECHNIQUES

Chaudière, Transformateurs et distribution, Fluides et tuyauteries:	15
Compresseurs :	10

MATERIEL INDUSTRIEL et SERVICES GENERAUX

Ponts roulants, Presse :	20
Mécanique générale, Traitements de surfaces :	15
Matériel d'Usinage du bois :	12
Matériel de laboratoire, centre d'usinage :	10

La valeur brute des immobilisations correspond à leur valeur d'achat. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

2.4 Immobilisations financières

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des titres est comparée à la valeur d'utilité. La plus faible des deux valeurs est retenue au bilan, après, le cas échéant, constitution d'une provision pour dépréciation.

2.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances clients sont comptabilisées à l'émission des factures. Ces dernières sont émises lors du transfert de propriété.

Les créances sont dépréciées (provisionnées) en fonction du retard pris dans le règlement et surtout en fonction de la cause de ce retard, ce qui explique l'importance de la dépréciation par rapport à la valeur brute des créances.

La décision de dépréciation est prise au cas par cas.

2.6 Evaluation des stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements, ainsi que les stocks de marchandises sont évalués au coût moyen pondéré.

Les produits intermédiaires, encours, produits finis (panneaux décoratifs) sont valorisés au prix de revient. Le prix de revient correspond au coût de fabrication qui comprend les coûts matières et les coûts de transformation. Les coûts de transformation intègrent la main d'œuvre et les charges de l'usine.

Les produits non-conformes sont déclassés au cours des différentes étapes de fabrication.

Les stocks de placage et panneaux décoratifs ne se déprécient généralement pas avec le temps du fait de leurs spécificités techniques. Néanmoins, la société comptabilise une provision pour dépréciation lorsqu'elle identifie des éléments de nature à remettre en cause la valeur de certaines références en stocks.

III COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3.1 Dettes, charges à payer

	31/12/2020	31/12/2021
Emprunt obligataire	0 €	0 €
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	7 062 330 €	5 686 082 €
Emprunts et dettes financières divers	8 885 900 €	368 311 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 106 214 €	1 333 055 €
Dettes fiscales et sociales	2 096 659 €	1 679 180 €
- Dont dettes fiscales :	163 K€	148 K€
IS	0 K€	0 K€
TVA à décaisser	46 K€	48 K€
- Dont dettes sociales :	1 934 K€	1 531 K€
Participation	0 K€	0 K€
Congés payés	626 K€	645 K€
Caisse sociale	759 K€	389 K€

3.2 Créances, produits à recevoir

	31/12/2020	31/12/2021
Créances client	1 004 092 €	2 349 976 €
Autres créances	935 317 €	1 034 003 €

3.3 Charges constatées d'avance

	<u>31/12/2020</u>	<u>31/12/2021</u>
Locations et crédit-bail	18 308 €	39 683 €
Echantillons et produits de marketing	0 €	671 933.04 €
Exposition	0 €	0 €
Total	18 308 €	711 615.93 €

A compter de 2021 et conformément aux règles du PCG, les stocks de produits de Marketing 176 811.08 euros et les stocks d'échantillons de 495 121.96 euros sont classés en Charges Constatées d'avance au lieu de figurer dans les stocks, et ceci dans la mesure où leur écoulement est prévu sur les exercices suivants. A titre d'information, ces mêmes stocks de produits de Marketing étaient de 153 228.67 euros au 31/12/2020 et les stocks d'échantillons de 496 025.62 euros au 31/12/2020, soit au total 649 254.29 euros au 31/12/2020

3.4 Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées :

- de compte à terme pour un montant total de 1 221 000 euros, sans risque de dévaluation du capital
Au 31 décembre 2021, les produits financiers à recevoir sur ces placements sont de 817.82 euros.
- de 4 907 actions OBER acquises au prix moyen de 8.10 euros, soit au total 39 724.37 euros
Au 31 décembre 2021, compte tenu du cours de l'action OBER à 7.70 euros, il y a eu lieu de constater une provision pour dépréciation de 1940.47 euros.

3.5 Composition du capital social

Depuis l'entrée en bourse en date du 29 juin 2006, le Capital Social est de 2 061 509 € pour 1 441 615 actions. Chaque action a une valeur nominale de 1,43 euros.

3.6 Ventilation du chiffre d'affaires net (en K€)

	<u>France</u>	<u>Export</u>	<u>Total</u>
Produits fabriqués	7 808	4 477	12 285
Négoce	2 256	1 375	3 631
Prestation de services	276	408	684
Total de l'exercice (12 mois)	10 340	6 260	16 600

3.7 Principales composantes des transferts de charges (en K€):

Aide chômage partiel	68
Indemnité d'assurance	42
Refacturation de frais de personnel :	58
Remboursement de frais déplacement	27
<u>Divers</u>	<u>53</u>
Total	248

3.8 Effectif moyen 2021

Cadres	31
Agents de maîtrise	1
Employés	27
Apprenti	0
<u>Ouvriers</u>	<u>65</u>
Total	124

3.9 Immobilisations en valeur brute (en €)

	01/01/2021	Investissements	Désinvestissements	Transfert Fusion MAROTTE	31/12/2021
Concessions, brevets & droits similaires	28 396.00 €	1 668.00 €		102 897.19 €	132 961.19 €
Fonds commercial	435 050.48 €	0.00 €			435 050.48 €
Autres immobilisations incorporelles	68 502.98 €	17 177.75 €			85 680.73 €
Terrains	217 695.65 €	88 884.29 €			306 579.94 €
Constructions	2 249 310.03 €	86 556.41 €			2 335 866.44 €
Installations techniques	4 381 763.67 €	195 181.25 €	2 632.79 €		4 574 312.13 €
Autres immobilisations corporelles	126 722.89 €	12 484.07 €	1 550.00 €	4 158.33 €	141 815.29 €
Immobilisations en cours	0.00 €	0.00 €			0.00 €
Acomptes sur immobilisations	0.00 €	21 435.45 €			21 435.45 €
Autres participations	16 611 760.72 €	68 500.00 €	4 045 000.00 €	23 331.00 €	12 658 591.72 €
Créances rattachées à des participations	0.00 €	0.00 €			0.00 €
Prêts	362 309.00 €	30 324.30 €	0.00 €		392 633.30 €
Autres immobilisations financières	182 400.00 €	0.00 €	10 055.57 €	12 976.30 €	185 320.73 €
	24 663 911.52 €	522 211.52 €	4 059 238.36 €	143 362.82 €	21 270 247.40 €

3.10 Amortissements (en €)

	01/01/2021	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Transfert Fusion MAROTTE	31/12/2021
Concessions, brevets & droits similaires	0.00 €	0.00 €		98 505.19 €	98 505.19 €
Fonds commercial	228 825.97 €	0.00 €			228 825.97 €
Autres immobilisations incorporelles	35 417.51 €	3 558.00 €			38 975.51 €
Terrains	75 360.35 €	733.90 €			76 094.25 €
Constructions	2 091 539.99 €	57 870.36 €			2 149 410.35 €
Installations techniques	3 925 510.06 €	104 093.92 €	4 182.79 €		4 025 421.19 €
Autres immobilisations corporelles	106 768.12 €	5 644.05 €		4 091.29 €	116 503.46 €
	6 463 422.00 €	171 900.23 €	4 182.79 €	102 596.48 €	6 733 735.92 €

3.11 Provisions (en K€)

	01/01/21	Dotations	Reprises	Utilisées	31/12/21
Provisions sur créances (*)	13	109	0	0	122
Provisions financières	642	0	0	0	642
Provisions pour perte de change	0	0	0	0	0
Provisions sur Stocks	19	309	0	0	328
Provisions sur Valeurs de placement	0	0	0	0	0
Total	674	418	0	0	1 092

(*) Inclus dans Dotation de 109 k€ le report du compte MAROTTE de 107 k€ suite à fusion des comptes.
Les provisions financières concernent les titres de participations dévalués des filiales (voir tableau ci-dessous)

3.12 Principales composantes du résultat exceptionnel :

	Produits	Charges
Rentrées sur Créances Sorties	0 K€	
Pénalités amendes		0 K€
Total	0 K€	0 K€

3.13 Filiales et participations

En milliers d'unités	part du capital détenu	Capitaux propres	Résultat au dernier exercice clos
STRAMIFLEX*	59.89 %	3 676 K€	- 870K€
OBERFLEX (TUNISIE)*	98.67 %	305 K€	251 K€
LCDA	100.00 %	1 374 K€	512 K€
SHELTER	70 %	275 K€	66 K€
OBER Inc (USA)*	100.00 %	93 K€	13 K€
TRIBOIS (sans activité)	100.00 %	NC	NC
OBERFLEX INC (sans activité)	100.00 %	NC	NC

(*) Ces données chiffrées sont issues des comptes contributifs convertis au taux de clôture de l'exercice pour les capitaux propres et au taux moyen de l'exercice pour le résultat..

Titres de Participation	Valeur Brute	Provisions	Valeur Nette	Capital Social
Stramiflex (*)	5 469 255.16 €		5 469 255.16 €	8 597 782 €
CONCRETE LCDA	6 440 634.35 €		6 440 684.35 €	438 217 €
Oberflex Incorporated	70 294,24 €	70 294,24 €	0 €	300 000 \$
Tribois	571 973,47 €	571 973,47 €	0 €	500 MF CFA
Oberflex Tunisie*	79 305,50 €		79 305,50 €	79 428 €
OBER INC*	3 748.00 €		3 748.00 €	3 765 €
SHELTER	23 331.00€		23 331.00 €	1 000 €
	12 658 591.72 €	642 267.71 €	12 016 324.01 €	

(*) Le montant du capital social de ces filiales est calculé au cours historique.

3.14 Etat des créances (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Effort Construction	393	39	354
Actif circulant	16 448	16 448	0
Total	16 841	16 487	354

3.15 Etat des dettes (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an et moins de 5 ans	A 5 an
Emprunt obligataire	0		0	
Emprunt et dettes auprès d'établissements de crédit	5 686	1 553	4 133	0
Emprunts et dettes financières divers	182	52	130	0
Fournisseurs et comptes rattachés	1 333	1 333	0	0
Dettes fiscales et sociales	1 679	1 679	0	0
Dettes sur immobilisations	112	112	0	0
Groupe et associés	566	566	0	0
Autres dettes	141	141	0	0
Avances et acomptes clients	309	309	0	0
Produits Constaté d'Avance	21	21	0	0
Total	10 029	5 766	4 263	0

Financements nouveaux de l'exercice : 0
Remboursements d'emprunts sur l'exercice : 2 353

3.16 Eléments relevant de plusieurs postes du bilan et du compte de résultat

	Montants concernant les entreprises liées	
	2021	2020
Clients et comptes rattachés		
- Stramiflex	483 462 €	303 683 €
- Marotte	0 €	0 €
- LCDA	24 840 €	19 863 €
- Shelter	164 785 €	0 €
Autres Créances		
- Stramiflex	247 567 €	316 067 €
- Marotte	0 €	0 €
- Concrete LCDA	107 315 €	0 €
- Shelter	257 677 €	272 677 €
- Oberflex Tunisie	0 €	0 €
- Ober Finances	217 071 €	139 814 €
- Ober Inc	0 €	0 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
- Stramiflex	94 637 €	122 417 €
- Marotte	0 €	0 €
- Oberflex Tunis	0 €	0 €

Autres emprunts en dettes		
- Stramiflex	0 €	0 €
- Marotte	0 €	8 504 708 €
- Oberflex Tunisie	379 445 €	177 384 €
- Ober Inc.	186 210 €	191 314 €
- Ober Finances	0 €	0 €
- Intérêts courus sur Compte Courant	0 €	0 €
Chiffre d'affaires		
- Stramiflex	172 180 €	128 117 €
- Marotte	0 €	169 €
- LCDA	1 009 €	0 €
- Shelter	58 963 €	0 €
Produits Financiers		
- Stramiflex	7 598 €	21 124 €
- Marotte (Boni de Fusion)	1 904 871 €	3 385 €
- Ober Finances	7 071 €	3 384 €
Achat de matières premières et marchandises		
- Stramiflex	927 564 €	853 569 €
- Marotte	0 €	97 777 €
- LCDA	0 €	0 €
Charges Financières		
- Stramiflex	0 €	0 €
- Marotte	0 €	0 €
- Ober Finances	0 €	0 €
- Oberflex Tunisie	0 €	0 €
- Shelter	0 €	0 €
Dividendes reçus		
- Oberflex Tunisie	0 €	334 386 €
- LCDA	125 996 €	129 650 €

Les transactions de la société avec des parties liées sont conclues à des conditions normales de marché et concernent des entités détenues (directement ou indirectement) en totalité par une même société mère.

IV SITUATION FISCALE

Ober a mis en place une convention d'intégration fiscale avec la société LCDA. La Sté OBER est passible de l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun. Pour 2021, l'IS est de 0.00 euros, le crédit d'impôt étranger est de 12 600 €, le crédit impôt recherche 2021 comptabilisé est de 40 000 €. le Crédits Impôt Compétitivité Emploi 2018 de 5 058 € reste en crédit d'impôts à imputer sur une future créance. L'impôt dû est donc de 0 €.

En l'absence d'intégration fiscale, aucun un impôt n'aurait été supporté par Ober, ce qui laisserait toujours un impôt dû à 0 €.

Base d'allègement de la dette future d'impôt provenant de décalage dans le temps

Dotations de l'exercice	
- Organic	0 €
- Clients Litiges commerciaux (Passés en avoirs à établir)	126 262 €
- Participations	0 €
- Forfait social sur participation	0 €
Reprises de l'exercice	
- Clients Litiges commerciaux (Passés en avoirs à établir)	110 586 €
- Organic	0 €
- Participation des salariés sur les résultats	0 €

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Établi en euros			
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	Résultat avant impôt	Taux	Impôt
Taux d'imposition IS			
Résultat Courant	1 590 919	26.50 %	421 593
Résultat Exceptionnel (y compris participation)	196	26.50 %	52
Résultat Comptable	1 591 115	26.50 %	421 645
Détail de l'impôt sur le résultat courant	Base	Taux	Impôt
Résultat courant	1 590 919	26.50 %	421 593
Réintégrations :			
Charges à payer non déductibles	97 005	26.50 %	25 706
Charges non admises en déduction	437 203	26.50 %	115 859
Déductions :			
Provisions et charges à payer	215 051	26.50 %	56 989
Déductions fiscales	119 696	26.50 %	31 719
Boni de Fusion avec MAROTTE	1 904 871		504 791
TOTAL	- 114 492		- 30 341
Détail de l'impôt exceptionnel	Base	Taux	Impôt
Nature :			
S / résultat exceptionnel	196	26.50 %	52
S / réserve de participation	0	26.50 %	0
Charges non admises en déduction		26.50 %	0
TOTAL	-114 296		-30 289
Impôt intégration LCDA	404 961		107 315
Report déficitaire	-290 665		- 77 026
Charge d'IS au 31/12			0

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Établi en euros		
Allègements	Montant	Accroissements Et allègements
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	309 000	-81 885
Provisions pour risques et charges	0	0
Charges à payer	128 203	-33 974
Déficits reportables	1 099 303	-291 315

V ENGAGEMENTS FINANCIERS

5.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

0 €

5.2 Effets escomptés non échus

Au 31 décembre 2021, le montant des billets à ordre émis par la société d'affacturage CGA FACTOR et escompté auprès des établissements bancaires d'OBER est de 0.00 euros.

Ce même poste au 31 décembre 2020 était de 0.00 euros.

VI VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Variation des Fonds propres	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021
Position à l'ouverture de l'exercice	18 615 496 €	18 967 786 €	18 067 261 €
Résultat net de la période	1 074 051 €	-900 525 €	1 649 635 €
Augmentation de capital	0,00 €	0,00 €	0,00 €
VARIATION RESERVES & PRIMES	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Distribution de dividendes	-718 736 €	0.00 €	0.00 €
VARIATION ANR	- €	- €	- €
VARIATION SUBVENTION INVEST	-3 025 €	0.00 €	0.00 €
Position à la clôture de l'exercice	18 967 786 €	18 067 261 €	19 716 896 €

VII ENGAGEMENTS HORS BILAN

La provision pour indemnités de départ à la retraite n'est pas comptabilisée en sociale mais figure en engagement hors bilan pour un montant de 389 K€. Le taux d'actualisation retenu est de 1 %, le taux de progression annuelle des salaires de 1 %, et les âges de départ à la retraite retenus sont de 65 ans pour les cadres et 60 ans pour les non cadres.

VIII REMUNERATION DES DIRIGEANTS

L'information sur les rémunérations n'est pas fournie car cette indication conduirait à identifier la situation donnée d'un des membres de ces organes.

IX AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES

Néant

X EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

XI INFORMATIONS CONCERNANT L'ENTITÉ CONSOLIDANTE

Nom : OBER PARTICIPATIONS
Adresse : 31 Rue de Bar
55 000 Longeville en Barrois
Siren : 481 680 882

OBER

Société anonyme

31 rue de Bar

55000 Longeville en Barrois

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R.225-30 du code de commerce, nous avons été informé que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

- Caution pour garantir un emprunt de la société Marotte, filiale à 100%

Personne concernée : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de Marotte et Président d'OBER SA

Votre société a délivré une caution d'un montant de 1.650.000 euros au profit du CIC en garantie d'un emprunt de la société Marotte. Ce cautionnement a été autorisé par le conseil d'administration lors de sa séance du 1^{er} octobre 2020.

Au 31 décembre 2021, cet emprunt est intégralement remboursé.

Motif de la convention : cette convention a été conclue afin de permettre à Marotte de financer son activité.

- Convention de compte-courant avec la société OBER Finances, actionnaire d'OBER SA

Personne concernée : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président d'OBER Finances et Président d'OBER SA

Votre société et la société OBER Finances ont signé une convention de compte-courant le 23 décembre 2004. Un avenant signé le 4 septembre 2006 prévoit une rémunération de 4% par an.

Au 31 décembre 2021, le compte-courant présente un solde débiteur de 207.071 euros.

Motif de la convention : cette convention a été conclue afin de permettre à OBER de financer son activité.

- Convention de compte-courant avec la société Stramiflex, filiale à 59,89%

Personne concernée : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de Stramiflex et Président d'OBER SA

Votre société et la société Stramiflex ont signé une convention de compte-courant le 11 mai 2010, autorisée par le conseil d'administration lors de sa séance du 1er avril 2010. Elle prévoit une rémunération annuelle Euribor +1,9.

Au 31 décembre 2021, le compte-courant présente un solde débiteur de 247.567 euros.

Motif de la convention : cette convention a été conclue afin de permettre à Stramiflex de financer son besoin en fond de roulement.

- **Convention de compte-courant avec la société Oberflex Tunis, filiale à 98,67%**

Personne concernée : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, co-gérant d'Oberflex Tunis et Président d'OBER SA

Votre société et la société Oberflex Tunis ont signé une convention de compte-courant, autorisée par le conseil d'administration lors de la séance du 9 juin 2011. Elle prévoit une rémunération au taux annuel de 4%.

Au 31 décembre 2021, le compte-courant présente un solde créditeur de 379.455 euros.

Motif de la convention : cette convention a été conclue afin de permettre à Oberflex Tunis de financer son activité.

- **Caution personnelle et solidaire pour garantir le financement par escompte accordé à la société Stramiflex, filiale à 59,85%**

Personne concernée : Monsieur Etienne de la Thébeaudière, Président de Stramiflex et Président d'OBER SA

Votre société a délivré une caution en garantie du paiement et du remboursement de 60% des sommes (en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires) que la société Stramiflex doit ou devra à la banque UBCI au titre de la ligne de factoring, dans la limite de 600 000 dinars. Ce cautionnement a été mis en place le 31 octobre 2018 et autorisé par le conseil d'administration lors de sa séance du 8 octobre 2018.

Au 31 décembre 2021, le montant du financement accordé à Stramiflex était de 766.850 dinars.

Motif de la convention : cette convention a été conclue afin de permettre à Stramiflex de financer son activité.

Schiltigheim, le 6 mai 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Véronique MEYER